

Mieux informée, plus forte

 **Le réflexe égalité**
 www.infofemmes.com

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles de l'Yonne

2021



LE RAPPORT MORAL de la Présidente

Bien que moins douloureuse que l'année 2020 qui avait été fortement impactée par la crise COVID nous avons retrouvé un fonctionnement presque normal en 2021.

En effet les aléas liés à la pandémie auront encore nécessité des adaptations constantes entre entretiens physiques et téléphoniques.

Si en 2021 nous observons une légère baisse des entretiens, le nombre de personnes reçues a été en augmentation de 20%. Par ailleurs les sollicitations pour violences intra-familiales sont à nouveau en hausse, et cela se vérifie en particulier avec le nombre de « Téléphones Grave Danger » mis à disposition.

Seront détaillées dans le Rapport d'Activité les nouveautés 2021 en particulier de nouvelles permanences physiques et téléphoniques ainsi que plusieurs actions auprès des jeunes collégiens, lycéens et apprentis.

La crédibilité de l'association auprès de nos partenaires repose surtout sur le professionnalisme de nos deux juristes. La montée en compétences d'Ophélie qui a pris ses fonctions en janvier 2021 fut très rapide et remarquable. Avec Noémie en coordinatrice juriste, l'association dispose d'un binôme particulièrement efficace auquel je témoigne toute ma confiance.

Les partenaires ou mécènes nouveaux qui sont venus conforter ceux existants témoignent du rôle majeur que nous jouons dans le département.

Par la pérennité des aides financières des Collectivités locales, nous poursuivons nos engagements en tenant régulièrement nos permanences physiques dans plusieurs villes du département.

Toujours sur le registre financier, malgré une dotation financière de l'État constante depuis presque 15 ans, de nouveaux financements par le Ministère de la Justice et celui du Droit des Femmes nous ont aidé à mener à bien nos missions en 2021.

....

Les relations avec nos correspondants des accueils de jour pour femmes victimes de violences conjugales d'Auxerre et Sens, avec les services de Gendarmerie et Police, le SPIP avec l'ADAVIRS, la Croix Rouge et les travailleurs sociaux du Département sont très satisfaisantes, coopératives et participent pleinement à la lutte contre les violences faites aux femmes.

Sur le plan régional, administrateurs et salariées poursuivent leurs rencontres au sein de la Fédération Régionale des CIDFF de Bourgogne Franche-Comté.

Comme en 2020, la gouvernance a respecté avec les recommandations sanitaires, ses obligations statutaires en tenues des Conseils d'Administration et Bureaux. Je renouvelle mes remerciements aux administrateurs pour leur assiduité et implication.

En cette année 2021, le CIDFF89 aura une fois de plus renforcé sa présence et son utilité dans l'Yonne et de ce fait demeure un acteur essentiel à la grande cause nationale pour l'égalité des Femmes et des Hommes.

Slmone PARIS
Présidente du CIDFF89



ACCÈS AU DROIT

LES PERMANENCES JURIDIQUES

- **AUXERRE** (sur RDV)
du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h
 - **Le Phare** - 8 avenue Delacroix - 89000 AUXERRE
- **SENS** (sur RDV)
le 2^{ème} mercredi du mois de 9h à 12h
le 4^{ème} mercredi du mois de 9h à 12h et de 14h à 17h
 - **Centre social des Champs Plaisants** - Promenade des Champs Plaisants - 89100 SENSle 2^{ème} mercredi du mois de 14h à 17h
 - **Centre social des Chaillots** - 18, rue Fenel - 89100 SENS
- **MIGENNES** (sur RDV)
le 1^{er} lundi du mois de 9h à 12h
 - **CCAS** - 75 avenue Jean Jaurès - 89400 MIGENNESle 3^{ème} lundi du mois de 13h30 à 16h30
 - **Espace Famille** - 18 avenue des cosmonautes - 89400 MIGENNES
- **JOIGNY** (sur RDV)
le 1^{er} lundi du mois de 13h30 à 16h30
le 3^{ème} lundi du mois de 9h à 12h
 - **Centre Social (ancienne caserne militaire)** - 5 rue Jules Dumont d'Urville - 89300 JOIGNY
- **AVALLON** (sur RDV)
le 4^{ème} lundi du mois de 9h à 12h
 - **Espace Solidarité Famille** - 10, avenue Victor Hugo - 89400 AVALLON
- **TONNERRE** (sur RDV)
le 3^{ème} vendredi du mois (après-midi)
 - **Conseil départemental - UTS du Tonnerrois** - 35, rue Vaucorbe - 89700 TONNERRE
- **TOUCY** (sur RDV)
une fois par mois et en fonction des demandes et des disponibilités
 - **Mairie** - Place de l'Hôtel de Ville - 89130 TOUCY

Nouvelles permanences

développées en 2021

Dans les accueils de jour pour femmes victimes de violences

- **CCAS de SENS** - le 4^{ème} lundi du mois de 14h à 17h
- **CCAS de Auxerre** - 2^{ème} mardi du mois de 9h à 12h

Une permanence d'accueil éphémère

- **Leclerc d'Auxerre** - le 2^{ème} vendredi du mois de 12h à 17h



Développement d'une permanence juridique téléphonique dans le cadre du Conseil Départemental d'Accès au Droit de l'Yonne, représenté par la Présidente du Tribunal judiciaire - tous les jeudis de 14h à 17h depuis juillet 2021

Statistiques des personnes reçues

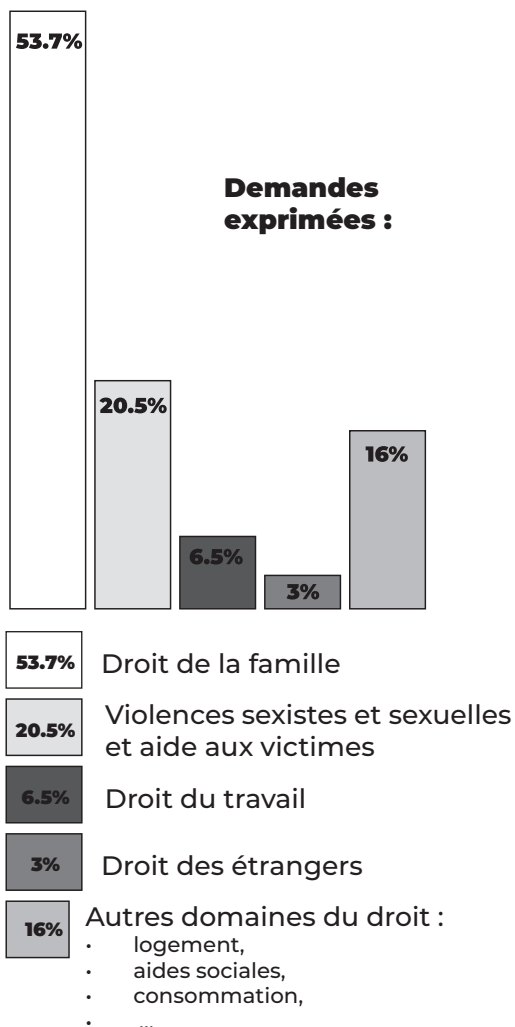
sur les permanences départementales en 2021

- **SENS**
Champs Plaisants : 110
Chaillots : 31 (augmentation)
- **MIGENNES**
CCAS 9
Espace Famille 17
- **JOIGNY** : 26
- **AVALLON** : 5
- **AUXERRE** : 1133
- **AJFVVC AUXERRE** : 4
- **AJFVVC Sens** : 1
- **PAE LECLERC** : 2

Soit un total
de **1 338 ENTRETIENS** en 2021
(1404 en 2020)
Ces 1338 entretiens concernent
1088 PERSONNES

TONNERRE & TOUCY pas de de demande de RV sur place

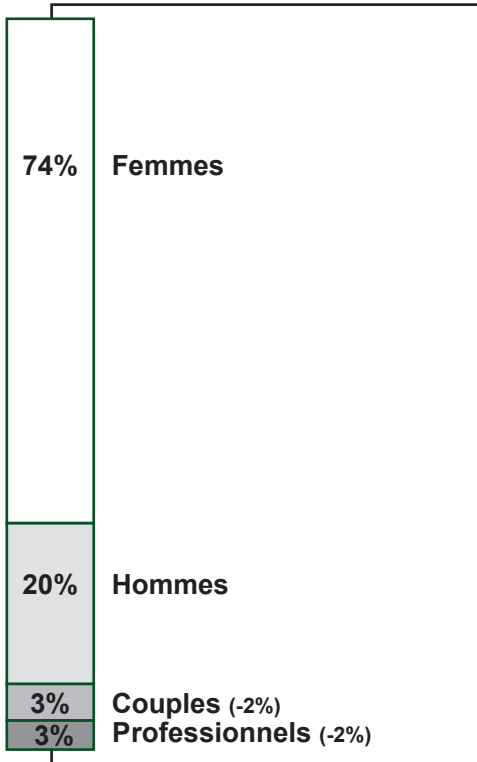
Statistiques des entretiens juridiques



Lieu de résidence :	Total	%
CA Auxerrois	347	33
CA du Grand Sénonais	279	27
CC de l'Agglomération Migenoise	75	7
CC du Jovinien	65	6
CC de la Puisaye Forterre	53	5
CC Yonne Nord	44	4
CC de Serein et Armance	32	3
CC du Tonnerrois en Bourgogne	28	3
CC Chablis Villages et Terroirs	23	2
CC Avallon Vézelay Morvan	22	2
CC de l'Aillantais	17	1.6
CC du Gatinais en Bourgogne	16	1.5
CC de la Vanne et du Pays d'Othe	13	1.3
CC du Serein	1	0.1
Autres (hors département ou inconnu)	23	2.2



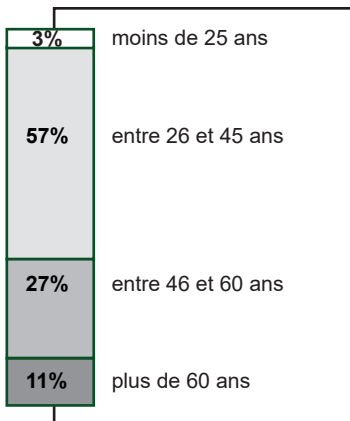
72% des personnes reçues ont pris contact pour la première fois avec le CIDFF en 2021, **28%** avaient déjà fait appel à nous.



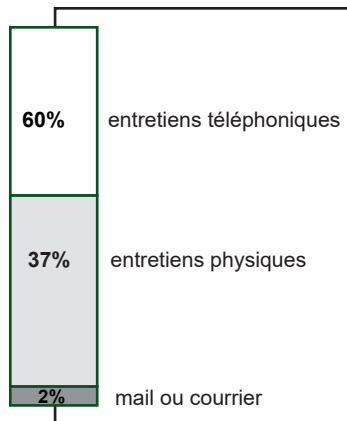
Situation des femmes reçues : 808 femmes

- **68%** sont seules ou en cours de séparation
- **34%** déclarent avoir des enfants à charge
- **41%** travaillent et ont un salaire
- **36%** sont sans emploi (retraite ou études)
- **18%** dépendent du RSA ou d'allocation CAF
- **7%** sont hébergées, en très grande majorité par l'entourage (proche ou partenaire)

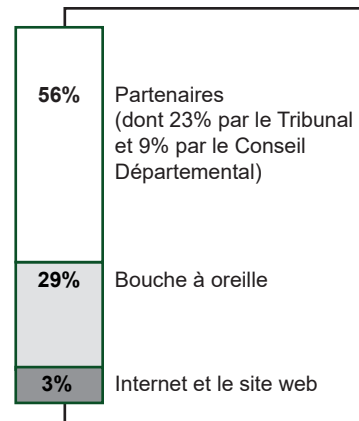
Répartition des âges :



Types d'entretien :



Connaissance du CIDFF par :



Les informations collectives

Des mots et des maux à Sens : Cette action, à destination des femmes immigrées du quartier des Champs-plaisants, renouvelée pour la 6^e année a vocation à aborder les droits des femmes en France et dans le monde, à travers des portraits ou des thématiques ouvrant sur des débats.

PROMOTION

de l'égalité femmes/hommes



8 mars :

Les juristes ont élaboré un questionnaire sur l'évolution des droits des femmes, largement diffusé sur nos réseaux et à nos partenaires, auquel 126 personnes ont répondu pour tester leurs connaissances sur cette question.

Ateliers scolaires :

■ Poursuite du projet « Égalité Femmes/Hommes » avec une classe du Lycée Saint Germain :

projet sur 2 ans devant aboutir à la réalisation d'interventions co-animées avec des élèves de la classe et une juriste du CIDFF, à partir de supports confectionnés et choisis avec la classe.

■ Interventions au collège Paul Bert avec l'exposition « Bien dans leur genre » auprès des classes de 4^e - 73 filles et 83 garçons-

■ Intervention sur la Place des femmes dans la société, au lycée Schweitzer de Champs-Sur-Yonne, à la demande d'élèves de 1^{ère} dont l'objectif était de sensibiliser leurs camarades de 2^{nde} au respect entre les femmes et les hommes et éviter des futures situations de violences - 40 filles et 8 garçons -



LUTTE CONTRE

les violences faites aux femmes

Prévention grâce au travail en réseau

Le CIDFF poursuit sa participation à différents groupes de travail en matière de lutte contre les violences faites aux femmes, et notamment :

- Présentation de nos services aux référentes VIF (violences intra-familiales) de toutes les Unités territoriales de Solidarité du Conseil départemental pour faciliter la collaboration sur les situations de violences le nécessitant
- Comité Violences Intrafamiliales et aide aux victimes du CLSPD de Tonnerre.
- Réunions régulières entre les partenaires intervenant auprès des victimes de violences : ADAVIRS, CIDFF et intervenants sociaux en commissariat et gendarmerie et travailleurs sociaux sur les communes de Sens, Auxerre et Avallon
- Réunions des cellules opérationnelles de prise en charge des victimes de violences conjugales, à la Préfecture, qui recense les interventions des forces de l'ordre en lien avec des violences intrafamiliales afin de prévenir une aggravation des violences ou d'assurer un accompagnement des victimes.
- COFIL VIF (Comités de Pilotage Violences Intra-familiales) au sein des tribunaux judiciaires d'Auxerre et Sens, pilotés par les Procureurs de la République avec les magistrats concernés, l'ADAVIRS et le CIDFF, le SPIP, les Forces de l'ordre et le Conseil départemental qui sont des outils de repérage et de vigilances autour des situations familiales préoccupantes.
- Participation à la commission de lutte contre la prostitution organisée par la Préfecture.



LUTTE CONTRE

les violences faites aux femmes



Interventions

Autour du 25 novembre :

Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

■ Interventions au Collège de Villeneuve-La-Guyard

En partenariat avec une professeure de musique pour interpeller les élèves sur les violences faites aux femmes à travers l'approche musicale et artistique (poème et chants) - 133 filles et 117 garçons -

■ Intervention au lycée des Chaumes d'Avallon

Avec l'exposition « **violence je te quitte** », pour les faire débattre des relations de couple et des formes de violences à éviter. Avec le soutien de l'association « Rêver à Nouveau » - 73 filles et 79 garçons de 2nde -

#ViolenceJeTeQuitte



■ Intervention au lycée Fourier d'Auxerre,

En partenariat avec les professeurs d'espagnol, et après la représentation de la pièce « **Mon amie la chose** » de Barbara MOREAU, le CIDFF a présenté les dispositifs de protection des victimes de violences

- 83 filles et 77 garçons -

■ Participation à l'audience dédiée aux violences faites aux femmes au tribunal correctionnel de Sens, où le CIDFF a pu, avec d'autres partenaires (ADAVIRS, SPIP et Prologues) présenter ses missions

■ Participation à l'après-midi et la soirée à l'Escale de Migennes, organisée par France-Victimes-ADAVIRS regroupant de nombreux intervenants autour d'une soirée chaleureuse où les dispositifs existants ont été présentés, entourés par des performances artistiques très touchantes de chant et de danse pour sensibiliser le grand public à la violence faite aux femmes



À la demande de la mairie d'Ormoy, les juristes sont intervenues auprès des maternelles et primaires de l'école - 13 filles et 12 garçons - pour les sensibiliser au respect de leur corps afin de prévenir les situations d'inceste mais aussi au bien vivre ensemble.

Au collège de la Croix de l'Orme d'Aillant-Sur-Tholon en juin 21 le CIDFF a réalisé une intervention auprès de 27 filles et 27 garçons de 4^e sur la prévention des violences sexistes suite à des comportements et propos sexistes tenus en classe

Auprès de Compagnons du devoir d'Auxerre, les juristes ont proposé une soirée d'échanges autour de la notion de consentement pour prévenir les violences sexistes. - 3 filles et 37 garçons



LUTTE CONTRE

les violences faites aux femmes



Accompagnement

En 2021, **233 femmes** ont évoqué une situation de violences, dont **145 ont été accompagnées** par les juristes du CIDFF en 2021 concernant la situation de **violences conjugales** qu'elles vivent.

Cela représente **327 entretiens de suivi**.

- Plus de **¾ des victimes** évoquent des **violences physiques et psychologiques**,
- **17%** évoquent des **violences sexuelles**
- et **8%** des **violences économiques ou administratives**.

Poursuite des **groupes de paroles** à Auxerre et Sens, animés respectivement par :

M Luc Lamaga et Mme Anne-Sophie Lamoureux, psychologues.

Le nombre de participantes est en hausse sur les deux groupes (11 à Sens, 6 à Auxerre).



Téléphone
grave danger

DISPOSITIF

DES TÉLÉPHONES GRAVE DANGER

Nouvelle augmentation du nombre de TGD à disposition, courant 2021 : 24 TGD à Sens et 10 TGD à Auxerre

Sur le ressort du Tribunal judiciaire de Sens :

- 28 femmes ont bénéficié d'un TGD en 2021,
- 19 attributions
(certaines l'avaient déjà au 01/01/2021)

Sur le ressort du tribunal judiciaire d'auxerre :

- 12 femmes ont bénéficié d'un TGD en 2021
- 4 attributions
(certaines l'avaient déjà au 01/01/2021)

Depuis 8 ans, le CIDFF poursuit son accompagnement en la matière, avec une nette montée en puissance du dispositif, année après année. Les bénéficiaires se disent souvent rassurée par le téléphone qui leur permet une alerte très rapide en cas de danger, et une intervention sur place grâce à la géolocalisation.

Le CIDFF signale réceptionne les demandes d'attribution émises par les Parquets ou les partenaires effectue l'évaluation du danger et recueille les informations nécessaires à l'attribution du TGD (informations clés pour la protection de la victime communiquées au téléopérateur, et aux forces de l'ordre).

La juriste accompagne ensuite la personne lors de la remise du téléphone auprès du Procureur de la République et la contacte ensuite régulièrement pour faire le point sur sa situation et évaluer la nécessité de maintenir le dispositif.

Le CIDFF assure également l'accompagnement pour les éventuelles autres procédures en cours (orientations emploi, soutien psychologique, demandes d'aides financières, logement, saisine JAF, procédure de divorce...) et ce même après la restitution du téléphone, si besoin, notamment en cas de future sortie de détention de l'auteur.



PARTENARIATS

Nous remercions pour leur soutien financier au cours de cette année 2021 :

- Groupama Paris Val De Loire
- La mutuelle ADPS & La Fondation des Femmes pour leur soutien qui a permis l'achat de matériel informatique afin de faciliter le travail des juristes et équiper le CIDFF pour les informations collectives.
- L'association « Rêver à nouveau »
- La Fondation Orange
- L' Association des Piedalloues d'Auxerre

Nous remercions pour leur invitation et leur soutien :

- Famille en Fête à Charny
- La Maison des Jumelages d'Auxerre
- Le Groupe de travail organisé par la Maison des Ados du CHSY

Et tout au long de l'année, les juristes et les bénévoles ont tenté de se rapprocher de partenaires locaux afin de se connaître et favoriser les accompagnements des femmes reçues, en rencontrant notamment : la Croix-rouge (centre parental d'Auxerre), la MPF (Maison de Protection des Familles de la Gendarmerie), les travailleurs sociaux de Domanys, l'association Empreintes, TAMTAM.



Nous ont soutenus en 2021 :



RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTE





ciDFF

Centre d'information
sur les droits des femmes
et des familles

Yonne

**ADRESSE
SIÈGE SOCIAL**

Le Phare
8 avenue Delacroix
89000 AUXERRE

Tél. : 03 86.42.00.50
Mail : accueil@cidff89.fr
site internet : yonne.cidff.info